

les cahiers du Développement Social Urbain

N°62 deuxième semestre 2015

**Participation des habitants :
osons faire autrement !**



centre de ressources et d'échanges
pour le développement social urbain en rhône-alpes





éditorial

« Participation des habitants : osons faire autrement ! » Tels sont l'ambition et le pari de ce numéro des *cahiers du Développement Social Urbain* qui se veut résolument optimiste alors que le climat ambiant est plutôt à la morosité, voire au découragement, en cette fin d'année 2015.

Pourquoi une publication supplémentaire sur la participation des habitants et ses liens avec la politique de la ville ? Depuis trente ans, beaucoup de choses ont été dites et écrites sur le sujet, y compris par le CR•DSU¹. Les analyses sur le potentiel de participation citoyenne dans les quartiers ou sur les expériences pour tenter de renouveler les démarches de participation ne manquent pas, de même que celles qui pointent la faillite de la démocratie participative dans les quartiers populaires. Alors, tout a été dit ? Nous ne le pensons pas et surtout nous considérons que nous sommes à un moment particulier de cette histoire, moment particulier sur lequel nous voulons nous arrêter pour prendre le temps de la réflexion.

Osons l'expérimentation !

Alors que le taux d'abstention lors des élections n'a jamais été aussi élevé, en particulier dans les banlieues², des expériences émergent dans les quartiers, que ce soit à l'initiative d'associations, de bailleurs ou encore d'acteurs économiques, expériences pour lesquelles nous faisons l'hypothèse qu'elles touchent à la question de la démocratie et produisent de la citoyenneté. Avec ce numéro, nous avons souhaité donner la part belle à des initiatives qui mettent en avant la participation des habitants sur un registre différent de celui qui « colle » depuis trente ans à la politique de la ville. Ces démarches sont peu médiatisées, elles ne sont pas forcément labellisées « participation des habitants », elles ne bénéficient pas nécessairement de financements politique de la ville. Et pourtant elles viennent, à notre avis, réinterroger le sens même de la participation habitante dans les quartiers populaires, ainsi que les méthodes « classiques », descendantes, qui sont loin d'avoir fait leurs preuves.

L'objectif de ce numéro est de faire un arrêt sur image sur ce moment charnière, à la croisée des chemins, entre trente années d'expérimentation de la participation habitante dans le cadre de la politique de la ville et l'émergence de dynamiques, porteuses de changements. Il s'agit de décrypter les transformations à l'œuvre, de donner à voir des actions innovantes, de tendre la plume à des promoteurs d'initiatives « inattendus », de s'interroger sur les perspectives, voire de faire un peu de prospective. Il s'agit aussi de montrer en quoi ces initiatives, en permettant aux habitants/usagers/citoyens d'avoir prise sur les affaires de leur quartier et plus largement de la cité, participent du renforcement de la citoyenneté. L'ambition de ce numéro est, à partir des analyses et des témoignages, de donner envie aux acteurs de la politique de la ville (élus, professionnels, habitants/usagers/citoyens) de s'engager dans des chemins pas forcément balisés, de prendre des détours et s'autoriser quelques libertés par rapport aux schémas et méthodes éprouvés depuis plusieurs dizaines d'années.

...

Osons les pas de côté !

Pour ce numéro, nous avons nous-mêmes fait plusieurs pas de côté significatifs par rapport à la ligne éditoriale habituelle des cahiers.

Pas de côté n°1 - Plutôt que d'organiser un comité d'orientation, nous avons fait le choix de solliciter des « complices », c'est-à-dire des personnes avec lesquelles nous avons travaillé ces dernières années sur le sujet de la participation habitante¹. Dès la conception du projet éditorial, le fait d'avoir pu échanger, discuter, argumenter a largement nourri notre réflexion et a également renforcé notre conviction quant à la pertinence de traiter le sujet différemment. Que ces trois personnes en soient ici remerciées.

Pas de côté n°2 - Nous avons décidé non seulement de donner à voir des initiatives différentes de celles initiées par les collectivités locales ou les associations habituellement sur le champ de la participation, mais aussi de donner la parole à ceux que l'on n'a pas forcément l'habitude d'entendre sur ces questions (habitants/citoyens/usagers, bailleurs, entrepreneurs, artistes...). Si les acteurs « classiques » de la politique de la ville (élus, agents de l'État ou professionnels des collectivités locales) n'ont pas la parole dans ce numéro, c'est un choix assumé.

Pas de côté n°3 - Nous avons privilégié la présentation et l'analyse d'exemples concrets, plutôt que les apports théoriques. Ainsi, une large place a été laissée aux témoignages d'acteurs de terrain. Pour autant, consigne leur a été donnée de s'interroger sur le sens et les valeurs de la participation, les raisons de leur engagement ainsi que les liens avec les pouvoirs publics.

Pas de côté n°4 - Si les expériences présentées ont toutes en commun de prendre place dans des quartiers de la politique de la ville ou d'y associer les habitants de ces quartiers, nous n'avons pas fait de focus sur les conseils citoyens. D'une part, car il est un peu tôt pour tirer des conclusions significatives des premières expérimentations et, d'autre part, nous aurons largement l'occasion dans les mois et les années qui viennent de capitaliser sur ce sujet.

Osons encore et toujours !

Une fois n'est pas coutume, nous avons construit ce numéro autour de quatre parties. La première pose le contexte, notamment politique et financier, dans lequel la participation des habitants prend place et interroge la place de l'engagement dans notre démocratie. Pour les autres parties, nous avons fait le choix d'aborder la question de la participation au regard de chacun des trois piliers du contrat de ville, à savoir le cadre de vie, le développement économique et le développement social. Cette approche témoigne, s'il en était besoin, que la participation des habitants peut se conjuguer à tous les temps, sans exclusive.

Nous espérons qu'au fil de la lecture de ce numéro, vous serez convaincus que la participation n'est pas qu'une illusion, qu'elle se vit et s'expérimente au quotidien dans les quartiers et qu'il reste des raisons d'espérer. ■

Frédérique Bourgeois

1 - Trois numéros des *cahiers du Développement Social Urbain* : « Concertation, initiatives, réseaux, territoires... Les habitants acteurs du développement », n°6, 1995 ; « De la participation des habitants au débat public. Refonder la démocratie », n°26, 2000 ; « Formes légales et initiatives locales de participation. Entre logique d'efficacité et construction de la démocratie locale », n°35, 2002. Et deux numéros des *Échos des ateliers du CR•DSU* : « Politique de la ville et participation des habitants : vers une gouvernance renouvelée », n°5, 2009 ; « Participation et initiatives habitantes dans les quartiers : quel renouvellement des démarches ? », n°12, 2014.

2 - 75% au premier tour et 64% au second tour des élections régionales de 2015 à Vaulx-en-Velin, 68% et 57% à Vénissieux ou encore 60% et 50% à Saint-Martin-d'Hères et 58% et 48% à Échirolles.

3 - Catherine Foret, sociologue, spécialiste de la démocratie participative ; Fabien Bressan, ex-directeur de Robins des Villes ; et Nizar Baraket, ex-collaborateur de Dyade (La Voix des Gens) et actuel responsable du service développement local et citoyenneté à Échirolles.

sommaire

Participation des habitants : osons faire autrement !

éditorial

Frédérique Bourgeois	1
----------------------------	---

première partie

<i>La participation à la croisée des chemins</i>	5
--	---

Quand la démocratie bouscule la participation, Guillaume Gourgues	6
Institut Bioforce : regard sur l'engagement des jeunes, Côme Besson	9
Financer les initiatives de démocratie participative : un enjeu face au recul de la démocratie, Bénédicte Madelin	11
Qui soutient financièrement la participation en 2015 ? Marion Pollier	12

deuxième partie

<i>Habiter et... participer</i>	13
---------------------------------------	----

La relation entre habitants et bailleurs sociaux : une révolution silencieuse, Aïcha Mouhaddab	14
La participation pour partager le cadre de ville, Robins des villes	16
Des conditions de vie satisfaisantes : le déclic de la participation, Sophie Cartoux	17
L'engagement d'une association pour renforcer le pouvoir d'agir des locataires, Lola Gourdin	18
Faire germer la participation des habitants par la gestion des espaces verts, Thomas Gentilleau	20
Lieu d'être : quand l'utopie prend corps dans la vie des habitants des quartiers, Marion Pollier	22
À la croisée du théâtre et de l'urbanisme : un exemple d'hybridation des méthodes participatives, Arthur Fourcade	24

troisième partie

<i>Économie et participation : le couple inattendu</i>	25
--	----

L'Accorderie, un système économique local alternatif entre solidarité et émancipation, Marion Ducasse	26
Consommer autrement dans les quartiers : la mobilisation des habitants autour d'un groupement d'achat, Boris Tavernier	28
L'Ateliéphémère : une initiative de consommation collaborative qui redonne du pouvoir, David	30
Soutenir l'innovation sociale, c'est soutenir le pouvoir d'agir individuel et collectif, Isabelle Chenevez	32

quatrième partie

Développement social :

<i>la participation n'a pas dit son dernier mot</i>	35
---	----

Le travail social à l'épreuve de la participation des habitants, Frédérique Bourgeois	36
L'art comme moyen d'action politique à la portée de tous, Élodie Louvel	38
Agir Café : une expérience d' <i>empowerment</i> au service de projets collectifs, Collectif d'animation d'Agir café	40
Création culturelle, étonnement et surprise... Et la participation devient ludique, Nicolas Croquet	42
Réinventons l'éducation populaire, Karim Mahmoud-Vintam	44
Glossaire	46
Bibliographie, Éva Garrouste	47

première partie

*La participation à la
croisée des chemins*

Financer les initiatives de démocratie participative : *un enjeu face au recul de la démocratie*

Pour faire vivre la démocratie d'initiative citoyenne, la coordination nationale Pas Sans Nous plaide pour la création d'un fonds qui permettrait de financer des démarches initiées par les citoyens, leurs collectifs et les associations et qui soit garanti par de l'argent public. Explications de Bénédicte Madelin, membre du conseil scientifique et technique de Pas Sans Nous.

Dans leur rapport¹, Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache notaient les effets très pervers des dysfonctionnements de la démocratie dans les quartiers de la politique de la ville. Citons, par exemple, le non-droit de vote des étrangers non européens aux élections locales, qui explique pour partie l'abstention dans les quartiers. Citons aussi le développement des logiques clientélistes ou partisans dans lesquelles sont parfois prises les associations vis-à-vis des pouvoirs publics. Une logique renforcée par la généralisation de l'appel à projets : chacun pour soi et que le meilleur gagne ! Mais le meilleur ne va-t-il pas être celui qui a les « bonnes » relations ?

Un fonds dédié à la participation des habitants

Face à ce recul du débat démocratique et de la participation des habitants aux choses publiques qui les concernent, le rapport proposait la création d'un fonds d'interpellation citoyenne : *« Les discours sur la démocratie participative ont fleuri en France au cours des vingt dernières années... Nous proposons d'inscrire véritablement un droit d'interpellation citoyenne comme une dimension à part entière du fonctionnement démocratique de la République, et pour cela de dégager les moyens humains et financiers favorisant sa mise en œuvre. »* Et il était proposé que les règles de fonctionnement de ce fonds soient élaborées après délibération d'une conférence de consensus.

Cette conférence s'est tenue les 4 et 5 septembre 2015 à Paris. Elle a rassemblé 30 personnes – élus, responsables de fondations, chercheurs, journalistes, militants associatifs – qui ont rendu un avis. Ils ont apporté quelques modifications à la proposition initiale. Ainsi le fonds d'interpellation citoyenne est-il devenu le fonds pour la démocratie d'initiative citoyenne, et son financement serait abondé annuellement par 5% du montant total de l'argent public consacré au fonctionnement de la démocratie représentative.

Les participants se sont également entendus pour que le fonds finance :

- « des initiatives, locales ou nationales, visant à organiser débat, contre-expertise, évaluation, votation et toute forme de mobilisation concernant des projets ou des politiques portés par l'État, les collectivités territoriales ou les acteurs économiques ;
- des initiatives, locales ou nationales, visant à faire émerger des sujets et susciter des projets qui ne sont pas à l'agenda des politiques publiques et du débat public ;
- des initiatives, moyens et outils renforçant la démocratie d'initiative citoyenne, le partage de l'information et la diffusion des expériences, la formation et la coformation, l'accès aux médias et aux savoirs. »

Ce fonds, qui serait géré par une instance indépendante et pluraliste, n'est donc pas appelé à pallier la baisse des subventions publiques aux associations pour leurs projets et fonctionnement, mais à financer tout ce qui contribue au renforcement du débat démocratique d'initiative citoyenne.

Où en est-on ?

Depuis la publication de cet avis, des élus et des associations ont souhaité se joindre aux premiers signataires de cet appel. Un comité de mobilisation s'est donc constitué en vue de porter l'avis aux plus hautes instances politiques gouvernementales. À l'issue d'une campagne nationale pour recueillir un maximum de signatures d'élus et d'habitants des quartiers populaires, cet avis sera envoyé à tous les candidats à la prochaine élection présidentielle afin qu'ils prennent position publiquement sur leur volonté – ou non – de donner les moyens au débat démocratique initié par les habitants. ■

Ce fonds serait géré par une instance indépendante et pluraliste

Bénédicte Madelin

¹ – Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous, juillet 2013.

deuxième partie

*Habiter et...
participer*



Lieu d'être : quand l'utopie prend corps dans la vie des habitants des quartiers

Lieu d'être est un spectacle de danse contemporaine de la Compagnie Acte qui est basé sur l'utopie d'un monde plus beau, où la poésie surgit sur les territoires du quotidien et dans lequel habiter se conjugue avec vivre ensemble. La participation des habitants est un principe intrinsèque à la démarche artistique. Rencontre avec Annick Charlot, directrice de la Compagnie, qui revient sur l'impact du projet pour les habitants des quartiers.

Avec *Lieu d'être*, manifeste chorégraphique pour l'utopie d'habiter, la Compagnie sort la danse des théâtres et plateaux pour l'amener dans des espaces publics extérieurs, en bas des tours et sur la façade des immeubles. Cette démarche répond à un désir artistique d'aller à la rencontre des gens là où ils vivent. *Lieu d'être* vient bouleverser la sensation qu'on a de l'habiter, tout en faisant tomber des cloisons entre les individus, les barrières du repli sur soi, de la peur de l'autre. Au cours de la préparation du spectacle, on perçoit des changements : petit à petit les gens trouvent ça très positif d'ouvrir leur porte, de parler avec leurs voisins, d'accueillir des gens dans leur appartement... alors que jusqu'ici c'était perçu négativement. C'est cela qui nous intéresse en tant qu'artistes, sinon on ne peut pas construire du collectif. Une utopie ne peut se faire qu'à cette condition d'ouverture.

Rôles des habitants dans la production du spectacle

Les habitants se voient proposer de prendre part à une aventure collective pour arriver à la production d'un spectacle : en étant directement impliqués – en tant qu'habitants-hôtes ou figurants-complices – ou indirectement touchés de par leur lieu d'habitation. En effet, les répétitions ayant lieu dans l'espace public, les

habitants du quartier y assistent presque malgré eux. On voit bien qu'ils sont étonnés de voir leur lieu de vie complètement métamorphosé dans le regard que lui porte la Compagnie. Nous faisons des choses totalement transgressives par rapport à leur usage quotidien : on danse sur les murets, sur les tables...

On danse sur les murets, sur les tables

Le rôle des habitants-hôtes consiste à accueillir sur leur balcon une partie des répétitions et du spectacle. Cela implique d'ouvrir les portes de leur appartement et de leur foyer aux danseurs de la Compagnie. Les habitants du quartier peuvent aussi faire le choix d'être figurants-complices en intégrant les ateliers de chorégraphie pour danser le jour J. Cette invitation est lancée plus largement aux citoyens de l'agglomération. Sans ce brassage des publics (au sein du groupe des danseurs complices et des spectateurs), l'idée du vivre-ensemble serait ternie et la démarche artistique perdrait du sens.

(R)éveiller le désir de faire du commun

Depuis sa création en 2010 pour la Biennale de la danse de Lyon, le spectacle est joué dans différents quartiers prioritaires de la politique de la ville en Rhône-Alpes (Vallée de Gère à Vienne, les Buers à Villeurbanne,

prochainement dans le quartier prioritaire de Saint-Martin-d'Hères) mais aussi en Île-de-France et, en 2016, sur l'île de la Réunion. Le commanditaire peut être une collectivité, un bailleur, ou encore un établissement culturel.

On les invite à rejoindre un projet artistique fédérateur

Lorsque nous arrivons dans le quartier prévu pour accueillir le spectacle, on compte entre 5 et 10% des habitants qui adhèrent immédiatement au projet, avec enthousiasme. Il y

a à peu près le même nombre de personnes qui, elles, y sont totalement hermétiques, voire en position de rejet. Et puis, il y a tous les autres... Notre challenge est de parvenir à les convaincre. C'est la réussite du spectacle qui est en jeu. Notre protocole prévoit, pour cela, une période d'immersion de cinq mois dans le quartier. C'est une durée qui peut paraître longue mais qui est nécessaire pour tisser des liens avec les structures de proximité et rencontrer les habitants (porte-à-porte, soirées de lancement...). Un chargé de médiation, recruté pour l'occasion, vient renforcer notre équipe. Le temps que nous prenons durant cette immersion pour parler avec les habitants est clairement une condition de réussite. Nous arrivons avec un regard neuf, vierge, qui ne leur renvoie pas les préjugés et images qui ternissent le quartier et pèsent sur ses habitants. Ça lève des barrières. On les invite à rejoindre un projet artistique fédérateur, rempli de poésie, et éphémère, comme une parenthèse dans leur vie. On cherche à (r)éveiller le désir de chacun de faire du commun, du collectif, de se connecter aux autres. Certaines personnes deviennent, dès le début, ambassadrices du projet. Elles sont des appuis précieux.

Un événement dont les habitants sont propriétaires

Un mois avant la date de représentation, nous établissons résidence dans le quartier. Outre les répétitions, nous organisons des danses en appartement, pour un effet boule de neige. Les habitants qui adhèrent au concept invitent leurs voisins. Ils sont touchés par la démarche : nous venons chez eux, ils nous voient de près, la danse leur semble accessible... Cela contribue à lever leurs craintes et à les rendre propriétaires de l'événement à venir.

Le jour de la représentation, les spectateurs viennent de tout le bassin de vie. Le spectacle se déroule en trois

actes et dure une heure. Il s'ouvre avec un prologue sur la place publique. Les cinq danseurs de la Compagnie et une dizaine de figurants-complices guident les spectateurs jusqu'au parvis d'une façade. L'Acte 1 est une fresque humaine aux balcons de cet immeuble, où se mélangent danseurs et une soixantaine de figurants-complices. L'Acte 2 est celui des tabléas, symbolisant les grands rassemblements, l'envie de refaire le monde, d'accueillir ceux qui arrivent, de faire société. Enfin, dans l'Acte 3, les danseurs sont suspendus aux immeubles et font de la voltige sur les façades.

Un bond d'émancipation

Six mois après la représentation, la Compagnie revient le temps d'une soirée pour partager un bilan de la démarche. C'est l'occasion pour les habitants de témoigner de ce qu'ils ont vécu. Ils expriment un impact positif pour le vivre-ensemble : participer à *Lieu d'être* a contribué à modifier des relations, dans le quotidien. Cela a également renouvelé leurs usages de déplacement dans les espaces publics. Ils témoignent de la création d'un lien émotionnel et affectif avec ce lieu.

À titre individuel, leur engagement dans la démarche est vécu comme une expérience qui les a transformés : « *Je ne me pensais pas capable de faire et j'ai réussi. Et j'y ai pris du plaisir.* » La démarche a fait naître un désir de s'investir, de faire quelque chose d'artistique, de monter un collectif, de se regrouper en association : « *Il ne faut pas que je laisse se rendormir cette chose-là en moi.* » Certains disent se sentir plus libres car dégagés d'un poids. C'est un bond d'émancipation. L'expérience artistique est éminemment réparatrice, en ce qu'elle donne envie d'être, pour soi-même, et d'entrer en relation avec le monde. Une politique culturelle et artistique peut être autant salvatrice pour les individus qu'une politique sociale.

Nous ne sommes pas des acteurs sociaux mais des artistes animés par la réussite d'une œuvre d'art. Mais *Lieu d'être* contient une démarche humaine. C'est pourquoi il nous est important que les acteurs présents sur le quartier entretiennent la dynamique. ■

*Propos recueillis
par Marion Pollier*



troisième partie

*Économie et participation :
le couple inattendu*

Soutenir l'innovation sociale, c'est soutenir le pouvoir d'agir individuel et collectif

Le CR•DSU a conduit en 2014 et 2015 le projet CaféLaboQUARTIERS afin de mettre en visibilité des projets locaux innovants ayant des impacts positifs dans les quartiers populaires et interroger les conditions de leur réalisation. Quatre rencontres à travers la région ont permis à 180 professionnels du développement local de débattre de 26 projets avec leurs promoteurs. Isabelle Chenevez, directrice du CR•DSU, montre en quoi ces initiatives témoignent d'une capacité d'agir individuelle et collective qui se renouvelle dans les territoires, par-delà les fonctionnements et les organisations habituelles. Et en quoi les acteurs publics gagneraient à s'en inspirer et à les soutenir davantage, dans une approche gagnant-gagnant.

Les 26 projets mis à l'honneur lors des rencontres¹ ont concerné des secteurs d'intervention très divers : économie circulaire, économie collaborative, économie numérique, media participatifs, lieux de créativité... Ils apportent tous, d'une façon ou d'une autre, des réponses concrètes et inédites à des problématiques sociales, de cadre de vie, de participation citoyenne, d'emploi et de développement économique dans les quartiers.

Ces initiatives contribuent à améliorer la vie quotidienne et le bien être individuel ou collectif des habitants, que ce soit en leur proposant une alimentation de qualité à coût abordable, en améliorant le cadre de vie en pied d'immeuble ou en leur permettant d'avoir accès à un mode de garde d'enfants mieux adapté à des besoins spécifiques, ou que ce soit en organisant des rencontres directes entre chercheurs d'emploi et recruteurs ou en leur évitant certains coûts par le recyclage, la réparation et la débrouille...

Point commun des initiatives : le rôle-clé conféré aux habitants

Portés par des individus ou des collectifs, les projets des CaféLaboQUARTIERS sont conduits dans des logiques entrepreneuriales au sens large du terme. Leurs promoteurs, animés par de fortes convictions, entendent contribuer à d'autres modes de développement.

Ils démarrent souvent aux limites des interventions de la puissance publique ou du marché classique. Il s'agit dans certains cas de réinventer des services qui existent déjà, en les transformant ou en les adaptant : l'entretien des espaces verts dans un processus impliquant fortement les habitants-jardiniers, et axé sur l'éducation à l'environnement (Pistyles²) devient bien plus qu'une prestation d'entreprise répondant à un marché public. Un nouveau mode de garde pensé pour accueillir des familles à bas revenus (Bottines & Bottillons) ou une « école buissonnière » (Les Cités d'or³) qui travaille à la réinsertion de jeunes décrocheurs par une pédagogie inédite et innovante, sont des alternatives à ce que proposent les institutions. C'est bien dans la manière même de construire et de mener le projet, dans sa capacité à faire du cousu main en réponse à une problématique particulière, peu ou mal traitée, que se construisent ces innovations sociales. Elles explorent de nouvelles voies qui concilient logiques économiques et sociales. Ces initiatives, en échappant aux formes d'organisation traditionnelles, les percutent parfois ! Elles perturbent le marché classique ou bousculent des institutions et circuits bien établis, en montrant qu'on peut faire autrement, et souvent à moindre coût.

Ces initiatives confèrent toutes un rôle-clé aux habitants. Elles réhabilitent l'habitant, l'usager, le consommateur, en le plaçant au centre des processus qui créent de nouveaux produits ou services. Elles abordent l'habitant par le haut, avec exigence et respect. Elles le mobilisent par l'action et la mise en mouvement tout autant que par le dialogue et la négociation. Elles portent l'idée d'un nouveau pouvoir d'agir

LES INITIATIVES PRÉSENTÉES

Retrouvez ici les présentations des projets passés au crible lors des journées :

- à Grenoble, le 4 novembre 2014
- à Saint-Étienne, le 4 décembre 2014
- à Chambéry, le 26 février 2015
- à Vaulx-en-Velin, le 30 juin 2015

Les 26 projets présentés lors des 4 CaféLaboQUARTIERS :

Cliquez sur l'image pour accéder à la description du projet souhaitée :



Recherche...



THÈMES

appui à l'entrepreneuriat
consommation collaborative
média de proximité
nouveaux lieux de créativité
nouveaux modes de production
usages numériques
innovants
économie circulaire

QUI SOMMES-NOUS ?



CR-DSU
4 rue de Narvik - 69008 Lyon
Tél : 04 78 77 01 43
NOUS CONTACTER PAR MAIL

citoyen, lequel est parfois à l'épicentre du projet pour certains d'entre eux.

Pour les projets tournés vers l'économie collaborative et numérique, l'habitant, l'utilisateur, le consommateur, est au cœur du processus de travail (Vrac⁴, Séréale). Pour la quasi-totalité des projets, le numérique permet d'assurer une circulation plus large des ressources, et sert de caisse de résonance permettant de sortir d'une certaine confidentialité. Le numérique est aussi utilisé comme levier de créativité et d'émancipation ou comme outil d'insertion sociale et professionnelle par certains projets des CaféLaboQUARTIERS (Simplon.co, FabLab La Casemate, Zoomacom).

Assumer l'incertitude, retrouver des espaces de liberté

Ces projets incarnent aussi des manières d'innover dans la façon dont la structure s'organise pour mener le projet. Scop, association, entrepreneur individuel, collectif informel : ces structures agiles, adaptables à leurs clients/commanditaires sont en évolution et adaptation permanente à leur environnement. L'incertitude de l'époque est une donne avec laquelle il faut composer : elle est gérée plus que subie.

« Le défi, c'est d'avoir une longueur d'avance. On doit évoluer, les contextes nous l'imposent. »

Le développement des projets présentés repose sur des processus ouverts et itératifs, impliquant parfois des assemblages de compétences très diverses. Par exemple, designers, urbanistes, artistes, habitants, entreprises, investissent ensemble l'espace public et en détournent l'usage habituel (Lyon Bron Open Lab, Carton Plein). Cette hybridation a souvent été présentée comme une condition de la créativité et de l'innovation de services. Chacun a reconnu qu'il y a un enjeu et un intérêt à « aller chercher » de façon encore plus volontariste des acteurs que l'on connaît peu.

Innover demande aux porteurs d'imaginer, de réaliser ou positionner des actions un peu atypiques, par nécessité économique, et parce qu'il faut pousser la limite des cases.

« Il nous faut aller aux marges de nos prérogatives habituelles pour réellement proposer des choses nouvelles, en lien avec des partenaires qui eux-mêmes vont déplacer un peu leur façon de faire. »

Les porteurs de projets (re)trouvent là des espaces de liberté et de créativité.

« Nous devons être dans des process souples, sinon on n'avance pas. »

Il y a là une invitation à la dissidence, pour contourner les cadres trop contraignants (code des marchés publics), savoir se situer dans les interstices de ce qui est possible, inventer des formats nouveaux, « sans attendre d'avoir toutes les autorisations pour le faire »... Mais l'innovation n'est-elle pas une dissidence qui a réussi ? Voilà des choses maintes fois entendues lors des rencontres CaféLaboQUARTIERS. Le fait de reprendre l'initiative, de stimuler la créativité des habitants a plus d'une fois été au cœur des débats.

Cette philosophie a rapidement fait sens commun et a permis aux porteurs de projet de se reconnaître, de se comprendre et de « faire communauté », en quelque sorte. Elle a eu pour effet, par incidence, d'interpeller les travailleurs sociaux, les responsables associatifs, les professionnels de la politique de la ville ou les développeurs économiques présents, sur leur propre pratique professionnelle et leur rôle. Une réflexion sur les postures professionnelles de chacun s'est imposée dans les échanges. La nécessité, voire l'urgence de revoir le « logiciel de nos interventions » s'est exprimée, de même qu'une envie collective et partagée de faire autrement.

Recherche modèle économique pérenne

Les projets ont été explorés dans leur modèle économique également. Celui-ci se cherche dans des combinaisons parfois complexes, en termes de ressources financières, de partenaires mobilisés et d'activités conduites. Les personnes qui portent ces innovations sociales recherchent d'emblée une autonomisation financière. L'accès aux subventions issues des dispositifs classiques du financement public (et de la politique de la ville notamment) est faible.

“ La grille d'analyse des financeurs publics nous est souvent étrangère. On n'entre pas dans les cases. Et la plupart des financements ne soutiennent que le démarrage du projet, mais pas son développement. ”

C'est problématique pour des structures qui doivent investir en ingénierie à des étapes-clés de leur développement. Les financements de la politique de la ville sont critiqués pour leur complexité de mobilisation et leur étroitesse. Certains préfèrent d'emblée faire sans. La faible solvabilité des bénéficiaires est un frein supplémentaire quand on travaille dans les quartiers populaires.

L'hybridation des financements est alors recherchée. Mais ces démarches de recherches d'une pluralité de sources de financement demandent du temps et des capacités de négociations.

“ Il nous faut apprendre à expliciter le contenu de nos démarches, dans toute leur finesse et leur complexité. Ce n'est pas facile car on est toujours dans l'action. ”

“ Nous sommes polyglottes, il faut s'adresser différemment aux différents partenaires. C'est parfois déstabilisant. ”

Les modèles d'organisation et de fonctionnement restent à trouver. Et la fragilité structurelle dans bon nombre de cas est pointée comme un vraie limite.

Les institutions publiques attendues au tournant

Globalement, les dispositifs d'accompagnement et d'aide financière sont peu adaptés à soutenir des projets d'innovation sociale, *a fortiori* dans un quartier populaire. Car cela suppose de parier sur des potentiels plutôt que de soutenir des projets ficelés. Cela suppose d'accepter une part d'aléatoire, de financer des actions mais aussi des processus de travail, de réserver des crédits pour une bourse de compétences mobilisable en tant que de besoin, garder une place dans les projets urbains pour des aménagements et créations temporaires... Les acteurs publics sont trop contraints et n'ont pas encore trouvé les modes opératoires opérants, de l'avis de tous. Pourtant, ces initiatives peuvent toutefois être source d'inspiration pour les institutions locales. Elles interrogent aussi la capacité de celles-ci à les saisir, les encourager, et créer les conditions de leur essaimage. Et si la collectivité se donnait comme rôle de faciliter, d'amplifier ?

Les porteurs de projet rencontrés sont résolument tournés vers l'avenir. Ils pensent transition économique et sociale durable plus que gestion de la crise. Ils souhaitent dépasser les logiques de réparation souvent prédominantes dans la politique de la ville, sans nier leur nécessité. Ces initiatives, par l'enthousiasme qu'elles ont suscité dans les rencontres CaféLaboQUARTIERS, montrent qu'elles ont une portée symbolique forte. Elles indiquent qu'il y a des marges de manœuvre.

“ Certains pionniers nous permettent de nous projeter autrement et positivement dans l'avenir d'un territoire. ”

L'un des enjeux est leur développement et leur mise à l'échelle, pour que ces individus, collectifs, communautés, fassent masse et qu'ils produisent un véritable changement, au-delà de micro-projets. Catalyser l'innovation sociale pour détecter des idées et des potentiels, les accompagner, faciliter leur développement et leur mise en réseau peut être un beau projet pour une collectivité. Et si la politique de la ville y prenait une plus large part ? Les quartiers populaires peuvent être pour cela de formidables terrains d'expérimentation et d'essaimage. ■

Isabelle Chenevez

1 – Retrouvez l'ensemble des projets sur Le Blog CaféLaboQUARTIERS : <http://portail.crdsu.fr/cafelaboquartiers/initiatives-presentees/>

2 – Cf. article p.20.

3 – Cf. article p.44.

4 – Cf. article p.28.

quatrième partie

*Développement social :
la participation n'a pas dit
son dernier mot*



Réinventons l'éducation populaire

Les nécessaires transformations de la société ne peuvent venir que des gens eux-mêmes, pour autant qu'ils disposent des clés et des outils pour accompagner ce changement. Telles sont les valeurs et les convictions qui animent les membres de Cités d'Or, un mouvement civique dont Karim Mahmoud-Vintam, son délégué général, expose les fondements et les méthodes.

La participation ne se décrète pas. Elle est d'abord affaire de confiance. Confiance en soi, dans le fait d'avoir une expérience, un regard, une contribution singulière, peut-être modeste mais irremplaçable, à apporter au débat public. Confiance également dans les institutions qui appellent à participer : sont-elles légitimes et crédibles ? Peuvent-elles garantir que l'expression de chaque voix sera entendue et prise en compte ?

Mais même lorsque la confiance est au rendez-vous, la participation citoyenne est un art qui ne s'improvise pas, et qui suppose des compétences civiques sans lesquelles la participation devient un simulacre à travers lequel les mieux armés – ceux qui savent le mieux trouver et manier les mots, les concepts, les informations, les réseaux... – l'emporteront nécessairement sur les moins bien armés. En d'autres termes, on ne naît pas citoyen, mais on le devient. Et s'il est indéniable qu'il s'agit d'une affaire éthique de conscience et de responsabilité par rapport aux affaires de la Cité, il s'agit aussi d'une affaire technique de compétences civiques que l'école peine à transmettre.

Devenir citoyen : un apprentissage...

Depuis 2007, l'association Les Cités d'Or explore ces dimensions et tente d'apporter des éléments de réponse concrets à une question qui peut être formulée de façon assez simple : de quelles compétences¹ humaines et civiques fondamentales avons-nous tous besoin – quels que soient notre âge et notre situation – pour deve-

nir pleinement acteurs de nos vies et de la société ? En d'autres termes, comment développer du « pouvoir d'agir » en tant que citoyens ?

Pour tenter d'y répondre, nous avons identifié cinq pistes de réflexion ou cinq piliers humains et civiques :

► **Convaincre sans manipuler.** Argumenter un point de vue de façon claire et articulée, défendre ses convictions tout en restant à l'écoute des convictions et arguments de l'autre, être conscient des valeurs et visions de l'homme et du monde qui sous-tendent nos propres convictions, être capable d'entrer dans un débat, d'identifier et de démonter les principaux outils de la manipulation, autant d'éléments qui sont indispensables au citoyen qui entend jouer son rôle. Par ailleurs, la capacité à exprimer une parole argumentée et articulée est sans doute le meilleur antidote à l'usage de la violence.

► **S'informer à travers des sources fiables et pertinentes.** À moins de faire preuve d'une dangereuse désinvolture,

les choix que nous posons sont fonction des informations dont nous disposons. Mais où et comment s'informer à l'heure d'Internet et d'une information qui n'a jamais été aussi accessible et abondante ? Comment distinguer l'info de l'intox dans un univers où fleurissent les approximations, rumeurs et propagandes de toute nature, qu'elles soient politiques, religieuses ou commerciales ? Alors que les citoyens que nous sommes sont appelés à se prononcer sur les sujets les plus divers, il

**La participation
citoyenne
est un art qui
ne s'improvise pas**

est devenu indispensable de chercher les informations là où elles se trouvent, de croiser les sources, d'analyser et de confronter des expertises contradictoires. Nous sommes bien loin de ces pratiques pourtant si répandues qui consistent à piocher à la va-vite quelques vidéos sur YouTube, dont on ignore tout de la provenance, et qui seront retenues et répandues en fonction de leur connivence avec nos préjugés ou nos fantasmes sur le monde.

... et de la confiance

► **Cultiver confiance en soi et conscience de soi** pour s'élancer positivement dans un débat comme dans la vie. À travers le théâtre, envisagé comme boîte à outils, il est par exemple possible de travailler sur son corps pour l'habiter de façon sereine et travailler ses sens pour affiner ses perceptions. Il est possible d'identifier ses verrous intimes (peurs, angoisses, inhibitions) pour les objectiver et les mettre à distance. Il est possible enfin de travailler sur les décalages parfois abyssaux qui existent entre l'image qu'on a de soi et l'image que l'on renvoie aux autres. Autant d'outils intéressants et importants pour trouver et prendre sa place dans un collectif, et dont le manque peut être un puissant obstacle à la participation.

► **Entretenir et enrichir son environnement humain.** La personne n'est pas un atome suspendu dans l'air, elle vit et grandit des liens qu'elle tisse avec son environnement, qu'il s'agisse de la famille, du voisinage, du quartier ou d'un réseau social plus vaste. Participer à la Cité, c'est donc aussi devenir acteur de lien social au quotidien, entretenir et approfondir les liens existants, et contribuer à en créer d'autres. Là encore, il ne s'agit pas seulement de posture, mais aussi d'outils pour devenir pleinement porteur et diffuseur de sens autour de soi, mobiliser autour de projets ou de convictions que l'on porte, se mettre au service d'idées et d'actions portées par d'autres, alimenter et faire vivre des collectifs qui ambitionnent d'avoir prise sur leur environnement.

► **Comprendre le fonctionnement du monde contemporain.** Le désengagement civique se nourrit du sentiment de ne pas comprendre le monde qui nous entoure, et donc de ne pas avoir de prise sur lui. Certes, le monde est complexe et les enjeux nombreux. Pour autant, il est possible de partager et d'explorer des grilles d'analyse et de lecture du monde, de « *savoir distinguer et relier [les enjeux], d'éviter de disjoindre et confondre* », pour reprendre la formule d'Edgar Morin².

La géopolitique n'est pas une affaire d'experts, elle est un formidable matériau d'éducation populaire, et un inépuisable sujet de réflexion pour une jeune génération qu'on dit à tort indifférente à la chose politique.

Des outils pour s'interroger

De ces piliers, les Cités d'Or ont tiré cinq modules pédagogiques qui viennent structurer un processus d'*empowerment*. Toute personne, à partir de 16 ans, peut ainsi rejoindre un groupe d'une dizaine de participants réunis avec un souci de mixité générationnelle, sociale et culturelle. Car il est essentiel d'éviter l'entre-soi et de produire davantage de connaissance et de reconnaissance entre des personnes d'horizons différents.

La démarche relève de l'éducation non formelle, et repose sur le questionnement plus que sur les réponses toutes faites, sur la liberté de parole et sur le co-apprentissage. En effet, dans la mesure où les compétences explorées relèvent de fondamentaux humains et civiques, personne n'en est complètement dénué. Ainsi, chacun devient simultanément enseigné et enseignant dans le processus. En définitive, nous n'avons rien inventé, mais tenté de revisiter l'éducation populaire à l'aube du 3^e millénaire.

Il s'agit de partager des outils techniques, dont chaque participant pourra vérifier l'efficacité dans sa vie quotidienne, et de faire en sorte que cette exploration technique soit toujours l'occasion de nous interroger sur notre « être-humain » et notre « être-citoyen ». Ces outils, que me disent-ils de mon rapport à moi-même, aux autres et au monde ? Existe-t-il dans mon quotidien une adéquation minimale entre mes pensées, mes paroles et mes actes ? Quel sens je donne à la vie en général, à ma vie en particulier, à la société, voire à l'histoire ? Les tragiques événements des derniers mois nous rappellent, si besoin était, que le pays a besoin d'un sursaut civique, et que la question du sens ne peut être plus longtemps abandonnée aux intégristes dans nos quartiers populaires et au-delà. ■

Karim Mahmoud-Vintam

Produire davantage de connaissance et de reconnaissance entre des personnes d'horizons différents

1 – Entendues comme ensemble de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être.
2 – Edgar Morin, *Pour entrer dans le XXI^e siècle*, Le Seuil, 2004.

Pour aller plus loin...

Ces éléments bibliographiques viennent en complément des références citées dans les articles de ce numéro. Les documents signalés sont consultables au CR•DSU.

 Les documents existant en version électronique sont téléchargeables à partir de la version numérique de cette bibliographie sur www.crdsu.org

■ Théories et concepts

Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires

CARREL Marion

ENS Editions, 2013, 270 p.

Cet ouvrage croise plusieurs courants théoriques et thématiques de recherche ainsi que plusieurs terrains d'enquête pour mettre au jour les conditions d'émergence, les formes concrètes d'organisation et les conséquences de l'« injonction participative » comme de l'*empowerment* dans les quartiers d'habitat social.

L'empowerment, une pratique émancipatrice

BACQUÉ Marie-Hélène,
BIEWENER Carole

La Découverte, 2013, 175 p.

Cet ouvrage retrace la genèse de la notion d'*empowerment*, celle de ses multiples variantes et celle des pratiques sociales qu'elles ont nourries.

Le soutien aux initiatives d'habitants : état des lieux et perspectives

Actes de la rencontre du 1^{er} juillet 2014, l'Apras, 9 p.

Avec la contribution de la sociologue Catherine Foret, ces actes de la rencontre du 1^{er} juillet 2014 organisée par l'Apras expliquent la nature des initiatives citoyennes et leur impact sur les pratiques professionnelles ou institutionnelles, tout en proposant des pistes opérationnelles autour du soutien et des conditions d'émergence de ces initiatives.

Participation ou empowerment ?

Urbanisme n°392, printemps 2014

Ce dossier propose un rappel historique de la participation citoyenne en France, et un tour d'horizon sélectif de pratiques, d'initiatives et de réflexions d'universitaires.

Solidarités émergentes – institutions en germe.

Comprendre pour choisir et agir

FRÉROT Olivier

Chronique Sociale, 2015, 118 p.

Partant du constat que le fondement scientifique et rationnel des institutions publiques est fortement affaibli en ce début de XIX^e siècle, l'auteur publie ici un essai sur ce qui germe actuellement au cœur de la société : de nouvelles solidarités et institutions, affirmant le basculement vers un monde plus ouvert et sensible.

Agir en démocratie

BALAZARD Hélène

Éditions de l'atelier, 2015, 160 p.

Révlant des initiatives jamais médiatisées, expérimentées entre les États-Unis et la France, à Londres, Grenoble et Saint-Denis, cet ouvrage ouvre des perspectives pour renouveler les pratiques démocratiques et donne des pistes pour remettre le rôle du citoyen ordinaire au cœur de la politique et l'aider à inventer lui-même de nouvelles manières d'agir en démocratie.

Citoyennetés ordinaires : pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes

CARREL Marion,
NEVEU Catherine

Karthala, 2014, 328 p.

Les contributions de cet ouvrage proposent d'explorer différentes formes de représentation citoyenne ou de participation des habitants, en France et à l'étranger.

■ Pratiques et outils

Faire émerger et animer des actions collectives à visée émancipatrice. Une démarche de formation-action à partager... pour développer le pouvoir d'agir des habitants !

Urac, 2014, 60 p.

Ce document présente la démarche de formation-action portée par l'Urac en direction des centres sociaux : démarche, outils pédagogiques, concepts de référence, méthode d'intervention pour contribuer au développement du pouvoir d'agir des habitants.

Les maires des villes de banlieue et la participation citoyenne : une enquête auprès des maires de Ville & Banlieue

Ville & Banlieue, 2014, 45 p.

L'association a interrogé ses adhérents sur leurs représentations et leurs pratiques de la participation citoyenne, et sur leurs intentions politiques dans ce domaine.

Locataires et organismes HLM, faire ensemble : analyse de quelques démarches participatives exemplaires et/ou innovantes

USH, 2014, 62 p.

Sont présentés ici les enseignements tirés à partir d'une analyse approfondie de démarches participatives pilotées par des bailleurs.

... ➔

...

Plan-guide arts Et aménagement des territoires : étude nationale pour le ministère de la Culture et de la Communication

pOlau - Pôle des arts urbains, 2015,
tomes 1 et 4

Ce guide en 4 tomes livre l'analyse et le repérage de plus de 300 initiatives en France et au-delà, ainsi que des pistes de réflexion et d'action en matière de ré-outillage artistique et culturel des territoires. Le tome 1 étudie les apports de la création artistique pour les territoires, notamment en termes de démocratie participative et de requalification physique de quartiers. Le tome 4 liste les nombreuses initiatives d'acteurs de territoire.



Valorisation des initiatives culturelles dans les ensembles HLM

USH. Hip hop citoyens, 2013, 68 p.

Cette étude nationale recense les initiatives des organismes HLM et analyse les modalités d'implication des bailleurs et les bénéfices de ce type d'investissement.



Valoriser les ressources des quartiers : des pistes pour améliorer la conduite locale de la politique de la ville et en renforcer le caractère participatif

Thomas Kirszbaum

Amadeus, 2014, 1014 p.

Cette étude analyse les résultats d'une enquête menée auprès de 10 municipalités ou intercommunalités adhérentes au réseau Amadeus sur de nouvelles approches valorisant les ressources des quartiers et le renforcement des capacités d'action des habitants. Présentation d'un panel d'expériences locales et des enseignements qu'on peut en tirer.

Du côté des centres de ressources

Participation des habitants : de l'expression à la co-construction

Repères pour agir n°4, Irev, 2014

Cet ouvrage retrace les différentes étapes de la participation des habitants et interroge les positionnements des organisations et institutions, de leurs élus et dirigeants, de leurs professionnels. Il analyse le processus de participation afin de décrypter les points de blocage, les conditions de réussite et les postures à adopter pour réussir la mobilisation des habitants des quartiers.



Participation et initiatives habitantes dans les quartiers : quel renouvellement des démarches ?

Les échos des ateliers permanents du
CR•DSU n°12, 2014, 24 p.

Ce numéro est le fruit des travaux conduits en 2013 dans le cadre d'un cycle d'échanges et de qualification sur le renouvellement des démarches de participation. Il donne à voir des méthodes et des actions contribuant à renouveler les démarches de participation dans les quartiers populaires, croise connaissances théoriques et expériences de terrain et rend compte des échanges entre acteurs de la politique de la ville et de la participation.

Politique de la ville et participation : faire bouger les lignes !

CRPV PACA, 2015, 10 p.

Cette synthèse d'une journée départementale organisée par le CRPV-PACA, l'ARDL-PACA et l'université du citoyen en février 2014 à Marseille rapporte les mouvements, débats et actions à l'œuvre dans le pays ainsi que les échanges entre familles d'acteurs de la politique de la ville pour une participation effective des habitants.



Fiches d'expériences « Participation des habitants et cadre de vie » en région Centre et Poitou-Charentes

Villes au Carré, USH. Villes au Carré,
2015

Bouquet de 13 expériences de participation des habitants au cadre de vie, portées par des collectivités ou des bailleurs, qui donnent des pistes d'action, y compris pour la mise en œuvre des conseils citoyens.



Participation citoyenne et politique de la ville : vers un renouvellement des pratiques

Villes au Carré, 2015, 8 p.

Cette synthèse de la rencontre d'information et d'échanges de septembre 2014 à Tours donne à voir les témoignages et échanges d'expériences de plus de 120 personnes autour de la participation citoyenne, dans un contexte de réforme de la politique de la ville.



Y aller par 4 chemins : quartiers populaires et participation des habitants

www.yallerparquatrechemins.fr, 2015

Créée avec le soutien du CGET dans le cadre de la bourse nationale d'expérimentation en faveur de la participation des habitants, cette plateforme propose des démarches innovantes, analyses, points de vue d'acteurs issus d'expériences concrètes et expérimentales conduites dans des territoires, avec l'appui de quatre centres de ressources sur la politique de la ville en Bretagne et Pays de la Loire, Rhône-Alpes, Bourgogne et Franche-Comté, et Seine-Saint-Denis.

Éva Garrouste

Le CR•DSU, un lieu ressource et de mise en réseau sur le développement social urbain

Le centre de ressources pour le développement social urbain (CR•DSU) en Rhône-Alpes est destiné aux acteurs s'inscrivant dans un objectif de cohésion sociale dans un territoire. Créée en 1993, l'association s'adresse à l'ensemble des acteurs (professionnels ou non) de la politique de la ville et de la cohésion sociale : professionnels, élus, institutionnels, partenaires locaux, réseaux associatifs, chercheurs, formateurs...

Le CR•DSU est une association loi 1901 dont le conseil d'administration comprend des personnes morales (collectivités territoriales, associations régionales ou locales, bureaux d'études...) et des personnes physiques (professionnels du secteur). Le fonctionnement de l'association est assuré par le soutien de plusieurs partenaires : État, conseil régional, Grand Lyon (agglomération lyonnaise), La Métro (agglomération grenobloise), Caf du Rhône, l'Union européenne.

Qualifier, accompagner et mettre en réseau les acteurs

Différents espaces de travail collectifs permettent aux acteurs, qu'ils soient professionnels ou non, de partager leurs questionnements, leurs expériences, et de rechercher des réponses pertinentes pour conduire des démarches de développement social et urbain. Ils permettent de construire le débat sur la politique de la ville et son évolution. Soutenus par des experts, ils contribuent à la qualification des professionnels et à l'adaptation de leurs interventions. Le centre de ressources facilite ainsi la mise en réseau pour une meilleure coopération et complémentarité des différentes familles d'acteurs.

Nos actions : des rencontres régulières d'échanges, des ateliers thématiques, des appuis techniques et méthodologiques, des réponses individuelles via un service questions-réponses.

Valoriser et capitaliser des pratiques locales

Le centre de ressources apporte des informations, des références, des fiches d'expérience, des éléments de connaissance fondés sur la mémoire de la politique de la ville en Rhône-Alpes et son actualité. Il est en veille permanente sur les pratiques locales et sur les questions émergentes. Le recueil et la synthèse de l'information sont au cœur de nos métiers. Les relations avec les chercheurs constituent un mode de travail privilégié.

Nos supports de diffusion : Sites & Cités (la lettre d'information du CR•DSU), deux publications thématiques (les cahiers du Développement Social Urbain, Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU), des fiches d'expérience, l'alimentation en continu du site Internet, une sélection mensuelle des articles, revues et ouvrages indispensables, un fonds documentaire comprenant plus de 7 300 références.

Adhérez au CR•DSU

Pourquoi adhérer ?

- Soutenir le développement de l'association et marquer son attachement aux enjeux du développement social et urbain.
- Bénéficier des services, du savoir-faire du CR•DSU :
 - Réception gratuite des revues semestrielles *les cahiers du Développement Social Urbain*, *Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU* et de la lettre bimestrielle *Sites & Cités*,
 - Invitation en priorité aux manifestations organisées par l'association,
 - Service documentaire à votre disposition, avec le prêt d'ouvrages et la sélection documentaire mensuelle,
 - Accès à la fonction de conseil et de mise en relation avec des personnes ressources, en appui à vos projets locaux.
- Profiter du potentiel du réseau du CR•DSU, pour faciliter entre autres vos contacts et échanges entre acteurs.
- Participer à la définition des orientations de l'association : vous êtes un relais privilégié pour ajuster nos propositions.

Barème des adhésions

Consultez le site :
www.crdsu.org

Bordereau d'adhésion

Nom, Prénom
Fonction
Organisme
Adresse
..... Code postal
Ville
Tél
Mail
Cotisation 2015 au CR•DSU Rhône-Alpes : €

(Pour un règlement par virement, veuillez préciser votre nom ou celui de l'organisme, l'intitulé de l'opération.)

Bordereau d'abonnement

aux cahiers du Développement Social Urbain si vous n'êtes pas adhérent

☐ Oui je m'abonne pour un an *(soit deux numéros)* aux cahiers du Développement Social Urbain à partir du n° soit 30 € *(frais de port compris)*

☐ Je souhaite commander exemplaire(s) du n° ... à 17 € l'exemplaire *(frais de port compris)*

Nom, Prénom
Fonction
Organisme
Adresse
..... Code postal
Ville
Tél
Mail

Mode de règlement

☐ Sur présentation d'une facture
☐ Joint au bulletin
Règlement à l'ordre du CR•DSU

Si l'adresse de facturation est différente de l'adresse ci-dessus, nous l'indiquer :
.....
.....
.....

Formulaire à retourner à :

CR•DSU - 4 rue de Narvik BP 8054
69351 Lyon cedex 08

Adhésion et abonnement www.crdsu.org





Rhône-Alpes^{Région}

GRANDLYON
la métropole

